

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE

• SUISSE •

ORCANE de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTROLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor)

ABONNEMENTS:	Un an	Six mois
Suisse	Fr. 14.05	Fr. 7.05
Union postale	» 26.—	» 13.—
Majoration pour abonnement par la poste		
Compte de chèques postaux IV b 426		

Paraissant le Mercredi et le Samedi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES A L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Annonces: Publicitas, S. A. suisse de Publicité, 21, rue Léopold Robert, La Chaux-de-Fonds. — Succursales et agences en Suisse et à l'étranger

ANNONCES:
suisse 15 centimes, offres et demandes de
places 10 centimes le millimètre,
étrangères 20 centimes le millimètre.
Les annonces se paient d'avance.

Propriété industrielle

Quelques infractions typiques aux lois sur les marques. Concurrence déloyale.

Des extraits de jugements publiés à ce sujet on pourrait à première vue inférer ou bien que la moralité de certaines gens d'affaires n'est pas très brillante ou bien que l'ignorance dont ils font preuve est vraiment déconcertante. On se doute bien qu'un arrangement tel que celui de Madrid concernant les fausses déclarations de provenance n'a pas été conclu sans de bonnes raisons. Mais les lois nationales sur les marques l'avaient déjà précédé. On ne peut pas dire que la lettre en était insuffisante. Mais, comme pour toutes les lois, c'est sur leur esprit que portent les contestations. A vrai dire ces contestations sont dues soit à des interprétations trop larges du texte soit à l'intention trop peu dissimulée de le tourner. Les fausses déclarations de provenance ne sont qu'une forme de la concurrence déloyale, et souvent même de la contrefaçon ou de l'imitation illicite en matière de marques.

La forme la plus fréquente sous laquelle se présente la concurrence déloyale est celle de la contrefaçon de marques et il faut dire qu'à cet égard la jurisprudence est loin d'être uniforme. Ainsi, il a été jugé que «Bromocresina» ne concurrence pas déloyalement «Cresina» et ne constitue pas une contrefaçon. Par contre «Cedraluva» porte atteinte aux droits du propriétaire de «Cedruva». (Jugements de Rome et de Milan.) «Le Sportif» ne se distingue pas suffisamment des marques «Strub Sportsman da Capo» et «Sportsman's demi-sec Blankenhorn & Co, Bâle» ni de la marque «Sportsman's demi-sec» combinée avec un dessin. Ainsi en a jugé le Tribunal fédéral. Ici le concurrent avait oublié que le droit suisse ne restreint pas le monopole du titulaire d'une marque aux seules marchandises auxquelles elle est destinée mais qu'il l'étend à toute marchandise qui n'est pas d'une nature totalement différente des produits protégés, et que par consé-

quent il ne suffisait pas de faire enregistrer «Le Sportif» pour tous vins apéritifs pour échapper à la plainte en contrefaçon d'autres marques enregistrées pour vins naturels et mousseux, vins de fruit etc... La question des perles dites fines et de celles dites fines de culture a déjà fait couler pas mal d'encre. La fraude et la tromperie résident dans le fait d'appeler fines c'est-à-dire naturelles des perles obtenues par l'introduction d'une boule de nacre dans une huître, boule que la sécrétion perlrière vient enrober. Plusieurs jugements rendus en France depuis quelques années ont condamné unanimement cette forme de la concurrence déloyale. Il est dès lors pénible de voir encore des maisons du métier passer outre à ces jugements et s'exposer ainsi par pur appât de gain à des poursuites pouvant faire douter de leur honorabilité.

Le dénigrement systématique et tendancieux d'un produit concurrent, dans le but de dissuader les intéressés de l'acheter, constitue évidemment un acte de concurrence déloyale. Il y a loin de vanter un produit à dénigrer celui de la concurrence, soit par des affirmations incontrôlables ou des exhibitions nettement préjudiciables de produits détériorés du fabricant que l'on veut combattre. De bons jugements ont fait justice de pratiques si contraires aux bonnes mœurs commerciales. Différents tribunaux français ont aussi reconnu que le dénigrement de produits d'une maison concurrente constitue, s'il y a eu mauvaise foi, un acte de concurrence déloyale. Mais la restriction concernant la mauvaise foi, elle-même difficile à établir avec certitude, fait regretter d'autant plus l'absence d'une définition inattaquable de la concurrence déloyale.

On peut se demander avec raison si le déposant de la marque «Odolina» a cru de bonne foi échapper au reproche de délit de concurrence déloyale à la marque semblable «Odoline» déposée par le propriétaire de la marque connue «Odol». La différence insignifiante entre les deux marques ferait croire que non, à n'importe quelle personne jouissant de son bon sens. Il est vrai que le défendeur pouvait invoquer l'hésitation des tribunaux dans l'action intentée par le propriétaire de la marque «Odol» au

déposant de «Nuovo Odol», pour un produit vendu dans un flacon blanc semblable à celui bien connu de la demanderesse.

Le tribunal de Stamboul a eu à juger un cas tout semblable, dans lequel un déposant a été condamné à renoncer à l'usage de la marque «Vegetalina» déposée postérieurement à la marque «Vegetaline». La définition du degré de similitude des marques verbales est loin d'être acquise. C'est ce qui fait que les déposants, d'ailleurs bien intentionnés, s'exposent à des actions en contrefaçon de la part de concurrents très à cheval sur leurs droits. Ainsi on ne peut pas dire à première vue que la marque «Lial» contrefait certainement la marque «Yale» universellement connue. Le tribunal de Fumes déboute effectivement la demanderesse. La cour d'appel de Gand, par application de la clause «telle quelle» spécifiée par la convention internationale révisée, déclara fondée la plainte en contrefaçon et concurrence déloyale. La marque «Yale» avait été effectivement déposée telle quelle et antérieurement à la marque «Lial». La cour spécifiait que c'est «l'aspect général qu'il importe de considérer» — en cela en accord avec la jurisprudence courante — et que outre une ressemblance graphique, «Lial» offre avec «Yale» une ressemblance phonétique devant induire les acheteurs d'attention moyenne en erreur.

On connaît trop peu le cas d'exception que constitue, pour la protection internationale d'une marque, le degré de notoriété du nom commercial dans certains pays de l'Union. C'est pourquoi il vaut la peine de nous arrêter au cas concret suivant.

Une maison dont la raison sociale enregistrée en France était «Marc Richard à Manon» avait fait enregistrer en France en 1919, et internationalement en 1928 la marque «Manon». En 1928, après ce dernier dépôt, cette maison et sa marque avaient passé à la «Société à responsabilité limitée Chaussures Manon». D'autre part, Leo Baum à Hambourg, possédait en 1913 un magasin de chaussures à l'enseigne de «Manon Schuhe». Il y vendait ses chaussures sous le nom de «Chaussures Manon». Après clôture de son magasin ensuite de la guerre en

Chambre suisse de l'Horlogerie

Rapport sur la question de la réduction du coût de la vie.

III.

La question qui se pose maintenant est celle de savoir si une amélioration sérieuse du coût de la vie est à elle seule suffisante pour permettre une reprise d'activité de nos industries d'exportation. Nous n'hésitons pas à répondre par la négative. Ce qu'il faut encore, pour permettre cette reprise, c'est un allègement des charges fiscales, une compression sérieuse des dépenses des administrations publiques et privées, ainsi qu'une réduction générale des salaires.

L'allègement des charges fiscales et autres taxes officielles s'impose avec une impérieuse nécessité.

Quelques chiffres pourront nous en convaincre. De 1914 à 1930, les contribuables ont payé à la Confédération comme impôts et redevances fiscales les sommes suivantes:

Douanes, 2,629 millions; Impôt de guerre, 747 millions; Impôts sur les bénéfices de guerre, 732 millions; Timbre fédéral, 583 millions.

Les impôts payés aux cantons dans la même période s'élèvent à 3,375 millions et aux communes à peu près à 3,000 millions, soit, en tout, 11,660 millions, total qui représente plus de 2,850 fr. par tête de population, 5,700 francs par ménage sans

enfant, 11,400 francs par ménage de 4 personnes et 17,100 francs par ménage de 6 personnes. Si nous ajoutons à cette somme l'accroissement de la dette publique depuis 1914, soit 3,082 millions, on arrive au chiffre plutôt coquet de 14,348 millions.

Et dire que certains politiciens ont l'intention de proposer l'institution de nouveaux impôts. Nous voyons, en effet, l'Union syndicale ouvrière, appuyée par la Fédération du personnel fédéral, envisager la continuation de l'impôt de guerre, sous le nom «d'impôt de crise», pour devenir sans nul doute, par la suite, «l'impôt fédéral», si cher aux socialistes.

Nous croyons savoir que si cette idée a été caressée un moment par le pouvoir exécutif fédéral, elle a heureusement été abandonnée, ainsi que cela résulte de la déclaration de M. Musy, dans son discours au Victoria Hall, à Genève:

«En matière fiscale, a-t-il dit, il est des limites que la prudence interdit de franchir. Il ne sert à rien de ruiner le peuple pour sauver les finances de l'Etat. L'impôt de guerre ne doit pas être prolongé ou renouvelé. Puis il ajoute: Je suis adversaire de l'impôt direct fédéral, étant certain que la consolidation financière doit être réalisée par la compression des dépenses.»

En dehors des impôts, il est d'autres prestations qui réclament un allègement appréciable; ce sont celles relatives aux taxes postales, téléphoniques et de transports.

Pour les taxes postales, l'indice a passé, depuis 1913, de 100 à 200 pour les lettres et à 240 pour les paquets.

L'augmentation des abonnements téléphoniques se chiffre à 150 % pour les grandes villes et la taxe de conversation a été doublée. Enfin, dans les transports de marchandises par chemin de fer, l'augmentation est la suivante: 164 % en G. V., 160 % expéditions partielles et 174 % en wagons complets de 10 tonnes (tarif III).

Le tarif voyageur comporte des augmentations identiques, sans compter les surtaxes, si impopulaires, des trains directs.

Il est vrai de dire que la Direction générale se refuse à entrer en matière, en invoquant les pertes subies pendant la guerre, la lutte contre la concurrence automobile et les conséquences de la crise économique actuelle.

Toutefois, il est certain que le dernier mot n'est pas encore dit et que la question sera à nouveau discutée lors de la réadaptation des traitements et salaires de son personnel.

**

A cet allègement des charges du contribuable doit correspondre aussi une diminution sensible des dépenses des administrations publiques.

Si nous comparons les recettes et dépenses de la Confédération et des cantons, de 1913 à 1930, on constate qu'elles ont quadruplé pour la Confédération et triplé pour les cantons.

1915, il avait permis à une autre maison d'écouler, sous le nom de «Manon» son stock de chaussures à lui.

En 1920, il fonda avec Moses Baum une société inscrite à Hambourg sous le nom de «Maison Baum & Cie.», qui adopta l'adresse télégraphique «Manon». Elle fit enregistrer en 1925, en Allemagne, et pour chaussures etc... la marque «Manon», et en 1926 pour une liste plus étendue d'articles. L'enregistrement international antérieur de la maison française ayant été, selon l'usage, signalé à la maison allemande, ces deux maisons entrèrent en conflit.

Le tribunal provincial et la cour d'appel de Hambourg ainsi que le Tribunal d'empire refusèrent la protection, en Allemagne, à la marque internationale. Le simple examen des dates peut faire paraître surprenant un pareil jugement. Le Tribunal d'empire a tenu à préciser que le droit du premier usager est reconnu dans le cas où la marque est devenue, par l'usage constant, le signe distinctif des produits de l'usager. Il a en outre déclaré que le droit découlant du premier emploi ne s'applique pas aux marques de fabrique au sens étroit seulement, mais qu'il s'étend aux désignations commerciales au sens large, partant, aussi aux noms commerciaux. Et puisque la priorité d'emploi appartient incontestablement à Leo Baum, il lui a donné raison. Mais l'article 8 de la Convention d'Union dit que le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce. De cet article, la maison française inférait que la protection lui serait accordée de préférence à la maison allemande dont la marque avait été enregistrée en 1925 seulement, c'est-à-dire postérieurement à la date où elle, maison Richard, avait introduit dans sa raison sociale le mot «Manon».

Le Tribunal d'empire, s'écartant il est vrai d'un principe qu'il avait adopté dans une autre affaire, demanda la preuve que la désignation «Manon» était connue en Allemagne au moment du dépôt par «Baum & Cie.» de la marque allemande «Manon». Comme cette preuve n'avait pu être fournie, le Tribunal d'empire a débouté la plaignante maison française de son action.

Voilà certes un jugement qui donne à réfléchir. Les quelques cas typiques que nous avons cités, peuvent être multipliés. Ils font voir à quelles difficultés d'application se heurte le simple dépôt d'une marque dans un même pays et à plus forte raison dans plusieurs pays faisant partie de l'Union internationale.

Dr. Walther Schmid.

Chronique scientifique

Société suisse de chronométrie.

La huitième assemblée générale aura lieu, comme déjà annoncé, le samedi 4 juin prochain, à Berne, au Burgerhaus, Neuengasse 20, avec l'ordre du jour suivant:

	Recettes (millions de francs)		Dépenses	
	1913	1930	1913	1930
Confédération	100,5	433,1	105,8	426,4
Cantons	219,2	641,1	223,3	636,7

Il en est à peu près de même pour les communes.

Cette progression aussi formidable qu'inquiétante ne doit pas seulement être arrêtée, mais en outre une sérieuse revision des budgets des diverses branches de nos administrations publiques, dans le sens d'une réduction des dépenses, s'impose impérieusement. On y trouvera certainement beaucoup de branches gourmandes, qu'il faudra émonder.

Un chapitre qui nous paraît destiné à subir une amputation sérieuse, c'est celui des traitements et des salaires. Remarquons tout d'abord que ces traitements et salaires sont en général plus élevés que ceux du personnel des entreprises privées, surtout si l'on tient compte des pensions de retraite dont jouissent les premiers à l'exclusion du plus grand nombre des seconds.

La baisse réclamée paraît d'autant plus s'imposer que les traitements et allocations du personnel fédéral ont suivi la même progression que les dépenses générales de la Confédération, alors que l'effectif de ce personnel a plutôt diminué; ils ont passé de 173 en 1913 à 424 millions en 1931, soit 145 % d'augmentation (indice 223). Nous avons vu que depuis 1914, l'index du coût de la vie a diminué de 14,2 %, par contre l'index pour les dépenses du personnel fédéral a augmenté de 9,5 %. Enfin, dernier détail fourni tout récemment par la Direction

Partie administrative.

Procès-verbal de l'assemblée du 30 mai 1931, au Locle.

Admissions; Démissions.

Rapport du trésorier et des vérificateurs des comptes. Rapport du jury du prix de la S. S. C. pour le concours 1931.

Remplacement d'un membre du Jury.

Subvention fédérale.

Publications scientifiques de la S. S. C.

Rapport du Laboratoire de Recherches horlogères par M. A. Jaquerod.

Quelques notes sur la recherche préalable en matière d'inventions, par M. R. Berthoud.

Organisation des séances annuelles et lieu de la prochaine assemblée.

Divers.

Communications scientifiques.

M. R. Straumann: Un nouveau spiral compensateur. Stabilité du balancier anisotrope.

M. Henri Dittscheid: Les origines du bracelet-montre. MM. G. Arcay et A. Tissot: Des conséquences du passage d'un chronomètre dans un champ magnétique et des moyens de les supprimer.

M. O. Remund: Der Stahl für eine Barilletfeder.

M. Dr. Arndt: L'influence des variations de pression sur les chronomètres.

M. Paul Dittscheid: Application des huiles stabilisées et des nouveaux procédés de graissage. Résultats.

M. Edmond Droz: La transmission automatique du signal horaire par l'Observatoire chronométrique de Neuchâtel aux stations suisses de Radio-diffusion.

Chronique financière et fiscale

Espagne.

Estampillage des billets de banque.

Par décret du 11 mai, le gouvernement espagnol a décidé de proroger jusqu'au 31 décembre de cette année, le délai fixé pour l'estampillage des anciens billets de la Banque d'Espagne.

U. S. A. — Taxe de vente.

La Commission des finances du Sénat a soumis le projet de la nouvelle loi d'impôts le 9 mai au Sénat même. Tel qu'il a été adopté par la dite commission, le projet ne prévoit ni un impôt général sur les ventes de marchandises ni une taxe de vente (special excise tax) sur la bijouterie et les montres. Il semble que cette taxe a été abandonnée pour les articles en question.

Douanes

Irlande. — Marquage des produits.

Selon communication de la Légation de Suisse à Londres, tous les produits portant la mention «registered» ou «patented» ne peuvent être vendus en Irlande que si les marques en question ont été déposées en Irlande également.

générale des CFF et qui nous démontre l'importance exagérée prise par les traitements sur le budget des dépenses, sur les 365 journées de recettes de 1931, 204 journées ont été affectées aux dépenses pour le personnel, soit le 56 % du total.

Le réajustement réclamé nous paraît absolument justifié, il est d'autant plus en place, tout spécialement aux CFF que les créanciers de la Confédération ont donné le bon exemple, en supportant une baisse d'intérêt dont le montant a passé de 375 millions en 1924 à 275 millions en 1931. Ceux qui trouvent leur gagne-pain dans les entreprises qui ont profité de cette différence, peuvent bien, à notre avis, de leur côté, faire un certain sacrifice.

Nous sommes heureux de constater que cette opinion est partagée par le Conseil fédéral qui, malgré l'opposition des intéressés, s'est résolu à présenter aux Chambres fédérales un projet d'arrêté prévoyant une réduction générale des traitements de 10 % pour 1933, cette réduction ne pouvant, dans la suite, dépasser le 15 %.

Il s'agit maintenant de soutenir le mouvement et de le faire triompher, tout d'abord devant les Chambres et, s'il y a lieu, devant le peuple.

A toutes ces mesures incombant aux pouvoirs publics, il en est une autre plus importante encore et plus délicate aussi, qui ne dépend plus de l'autorité, mais ressort de l'initiative privée: ce n'est pas la baisse, mais bien le réajustement des salaires du personnel des entreprises industrielles à la situation actuelle. Cette solution s'impose

Grèce. — Contingents d'importation.

Suivant communication de la Légation de Suisse à Athènes, le Gouvernement grec a pris récemment deux arrêtés concernant la réglementation des exportations et la limitation des importations. Il a fixé comme suit les contingents d'importations pour un premier semestre allant du 15 mai au 15 novembre 1932. Pour l'industrie horlogère:

Position du tarif

138 Montres 8,200 pièces

Les autres dispositions concernent les contingents accordés aux importateurs grecs. Ils sont répartis par la Chambre de Commerce et basés sur les importations des années 1929, 1930 et 1931, ou toutes autres preuves valables.

Des autorisations spéciales pourront être accordées aux importateurs grecs pour des marchandises ayant été achetées avant le 7 mai 1932, déjà expédiées avant la date du 15 mai ou déjà en magasin.

Des autorisations hors contingent pourront également être accordées, si elles sont compensées par des exportations en Grèce. Dans ce cas, l'assentiment de la Banque de Grèce doit cependant être requis.

Informations

Avis.

Nous mettons en garde contre

W. Stegmann, Augsburg.

— Nous recherchons le nommé

K. Bienenstok,

ci-devant Wilhelmplatz 4, Berlin-Charlottenburg.

Les personnes qui pourraient nous indiquer son adresse actuelle sont priées de nous en faire part.

L'Information Horlogère Suisse

La Chaux-de-Fonds. Rue Léopold Robert 42.

Registre du commerce

Raisons sociales:

Modification:

14/5/32. — La raison «Alexandre Hüning» est radiée. Actif et passif sont repris par Vve. Alexandre Hüning (Dame Vve. Mathilde H., de Seeger, de Genève), fabrique d'horlogerie, 25, Rue de la Coulouvrenière, Genève.

Radiation:

17/5/32. — Numa Donzé-Prétôt, terminage de montres, Breuleux.

Faillites.

Clôtures de faillite:

19/5/32. — Succession insolvable de feu Hölzl, Arthur-Wilhelm, q. v. représentant en bijouterie, Route de Florissant 15, Genève.

Concordat.

Délibération sur l'homologation du concordat:

25/5/32. — Soc. com. Tschumi et Cie, fabrique de brosses, Rue des Usines 24, Acacias-Genève.

comme les autres, parce que la différence du coût de notre main-d'œuvre et celle de bon nombre d'autres pays s'est encore accentuée ces derniers temps, ensuite des réductions nouvelles apportées par eux, agrandissant ainsi la distance qui sépare leurs tarifs des nôtres.

En résumé, et comme le disait M. Musy, la réduction du coût de la vie est devenue un problème d'ordre national; nous ne pouvons y échapper. C'est par conséquent le devoir des autorités, de l'industrie et du commerce, des producteurs et des consommateurs, du peuple tout entier, de contribuer à cette diminution et de se soumettre graduellement à cette inéluctable nécessité!

Il faut tout d'abord intéresser l'opinion publique et plus spécialement le consommateur, soit par la voie de la presse, soit par la voie de conférences. Il faut aussi des prix et d'intervenir là où des abus sont constatés. Nous croyons savoir que certaines associations ont déjà pris les devants. Il y aura lieu d'élargir cette initiative et de l'étendre à toutes les associations horlogères intéressées.

Nous sommes convaincus que, bien combinés, les efforts des pouvoirs publics et de l'initiative privée doivent aboutir à un heureux résultat, qu'ils contribueront à sortir nos industries d'exportation et plus spécialement notre horlogerie suisse du marasme dans lequel elles se trouvent actuellement et qu'ils leur facilitera la reprise de leur activité normale sur les marchés mondiaux.

Pour la révision de vos machines pour vos travaux de mécanique

(Tournages, Fraisages, Meulages)

Adressez-vous en toute confiance aux
Ateliers de Construction Mécanique

PERRIN FRÈRES

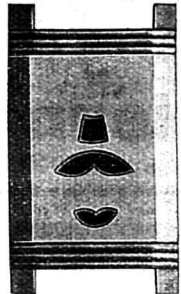
----- MOUTIER



Fabrication d'étampes

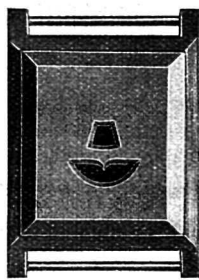
Téléphone N° 139

Calottes pour montres „HEURES SAUTANTES“



pour calibres :

4 1/4" Peseux et Wasa
4 3/4" Eta
5 1/4" Michel et A. S.
6 3/4" A. S., Peseux, Michel
8 3/4" A. S. et Felsa
8 3/4" / 12" Font.
9 3/4" A. S. et Michel
10 1/2" A. S., Michel, Felsa
et Reymond.
17" Sonceboz.



glaces interchangeable

en nickel chromé, argent et plaqué or, lapidées, gravées, laquées, etc.

— Clichés et planches à disposition de MM. les fabricants —

Se recommandent :

Les Fils de ROBERT GYGAX, St-Imier

PIERRES FINES

pour l'Horlogerie

Rubis scientifiques

qualité soignée, en tous genres

Grenat, saphirs, rubis, etc.

fabriqués entièrement par

THEURILLAT & CO

- Porrentruy -

LIVRAISON PAR RETOUR 2291

Ressorts

pour petites montres depuis 2 3/4"
pour montres de poche
pour montres 8 jours

INSTALLATION ULTRA-MODERNE

FABRIQUE DE RESSORTS

PAUL DUBOIS, CORGÉMONT

FABRICANT D'HORLOGERIE

propriétaire de marques déposées, introduit
dans plusieurs pays, membre fondateur de la
F.H., en ordre avec conventions horlogères,
cherche association ou fusion.

Discrétion d'honneur.

Ecrire sous chiffre **P 2841 C** à **Publicitas**
La Chaux-de-Fonds.

Indes britanniques

Voyageur en horlogerie expérimenté, visitant toutes les villes
de Bagdad à Bangkok, et de Peshawar à Colombo, toujours à
la recherche de résultats, vastes connaissances pratiques et
commerciales, profonde connaissance de toute la clientèle et
des langues natives, désire entrer en relations avec maison
sérieuse fabriquant montres bon courant et soignées, pour la
représenter dans ces pays.

Seulement maison avec fabrication continue est recherchée,
pas de liquidations ou articles d'inférieure qualité.

Envoyer conditions, catalogues et illustrations etc., à Mr.
H. G. Huselne, C/O Poste restante, Bombay (India).

Liquidation

On demande offres pour liquidation et
genres avantageux (mouvements et montres
finies) pour pays du Nord.

Ecrire sous chiffre **P 2870 C** à **Publici-**
tas La Chaux-de-Fonds.

Nouvelle industrie

à remettre, déjà en fabrication et avec
du personnel au courant.

Faire offres sous chiffre **L 21279 U** à **Publi-**
cas Bienne.

Achète de suite au comptant

Stocks - Liquidations

tous genres.

Faire offres détaillées avec prix **P. E.,**
Poste restante, Bienne.

Acier

Sandvik

Notz & Co. Bienne.

qualité *insurpassée*

On céderait

à prix avantageux :
144 mouv. 5 1/2" oval, Aurore,
15 et 16 rubis.

108 mouv. 4 1/2" rect., 16 r.
72 calottes 8 3/4", or 14 kt.
Ainsi qu'une certaine quantité
de montres bracelet toutes
formes, or et argent, grandeur
5 à 10 1/2". — Marchandise de
première qualité et de toute
confiance.

Demandez offres sous chiffre
P 2798 C à **Publicitas La**
Chaux-de-Fonds.

TERMINAGES

Atelier organisé demande ter-
minages, petites pièces ancre.
Travail garanti.

Faire off. s. chiff. **P 2873 C**
à **Publicitas Chaux-de-Fonds.**

TERMINAGES

ancres et cylindre, 5 1/4" à
18 lig. seraient entrepris
par ouvrier qualifié.

12 années de pratique.
Travail garanti de 1ère
qualité.

Prix très intéressants.
Offres écrites sous chiff.
A 6759 L à **Publicitas**
Lausanne.

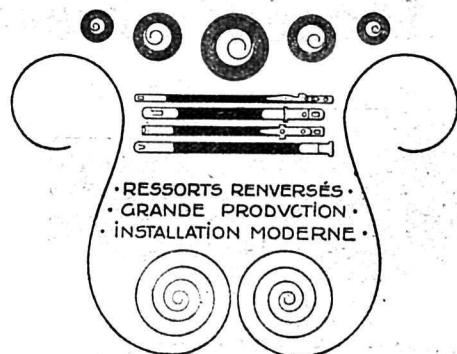
FABRIQUE DE RESSORTS

• POUR MONTRES 0000 •

LES FILS DE ETIENNE HOFMANN

BIENNE

SUISSE



TREMPE

électrique

• RESSORTS RENVERSÉS •
• GRANDE PRODUCTION •
• INSTALLATION MODERNE •

Mouvements baguette

3 et 4 1/4" Eta, 3 3/4" Fontainemelon, 4 1/4" Peseux, 4 1/2" A. S., ainsi que
tous mouvements ronds et de forme, de 4 3/4" à 9 3/4" lig., heures sautantes
instantannées 4 1/4" et 6 3/4" Peseux, en qualité soignée sont fournis par

BENOIT FRERES

Téléphone 22.735

LA CHAUX-DE-FONDS

Rue du Parc 128

*Apportez pas vos annonces
à la dernière minute.*



K.B.
Poinçon
de Maître

Les boîtes de qualité en plaqué or laminé
10 ans 20 microns, et 20 ans 40 microns, sont
livrées par la

Fabrique de Boîtes BIELNA S. A.
PLAQUÉ OR LAMINÉ ET ARGENT
à **BIENNE**
seulement aux fabricants d'horlogerie.

SOCIÉTÉ DE
BANQUE SUISSE
LA CHAUX-DE-FONDS
Capital-action et réserves: Fr. 214.000.000.—

Toutes opérations de Banque et de Bourse	Riblagés et Achat de Cendres aurifères
Garde et gérance de titres Encaissement de coupons	Achat et Vente de matières d'or, d'argent et de platine 96-1 C
Location de compartiments de Coffres-forts (Safe-Déposit)	



Une salle pour vos conférences
et un excellent repas
au

Buffet
Widmer
Bienne

Marque déposée

Le véritable plaqué or galv.
Epaisseur 8 à 100 microns, garanti 5 à 25 ans,
VOUS EST LIVRÉ PAR LA MAISON

Th. Maeder, Bienne
Fondée en 1866. — Téléphone 28.37

Tél. 1.80 **LOUIS BANDELIER, NICKELIEUR, SAINT-IMIER** **Tél. 1.80**

ARGENTAGES EXTRA SOIGNÉS, COURANTS ET SÉRIES
ANGLAGE DE PONTS GRAVURE DE LETTRES

LIVRAISON EXTRA RAPIDES PRODUCTION JOURNALIÈRE: 2000 CARTONS

COMMISSIONNAIRE SPÉCIAL POUR LA CHAUX-DE-FONDS ET LE LOCLE



ATTENTION!! IMPORTANTE DÉCOUVERTE D'UN BAIN SPÉCIAL.
INOXYDABLE, RÉSISTANT A TOUTES LES INFLUENCES. — PROCÉDÉ
GARANTI INATTAQUABLE. — SE PRÊTE MERVEILLEUSEMENT POUR LES
MOUVEMENTS EXPORTÉS DANS LES PAYS D'EXTRÊME-ORIENT.

Téléphone 78

MANUFACTURE DE BOITES DE MONTRES

Téléphone 78

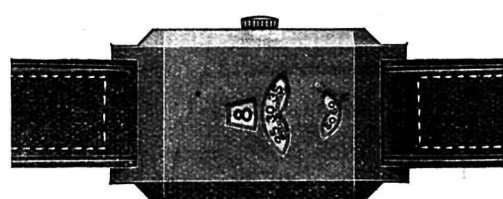
GERBER FRÈRES S.A., DELÉMONT

Boîtes lépines et savonnettes, boîtes bracelets fantaisies, toutes formes et toutes grandeurs
Argent, plaqué or, nickel chromé, nacre, métal, acier inoxydable, etc.

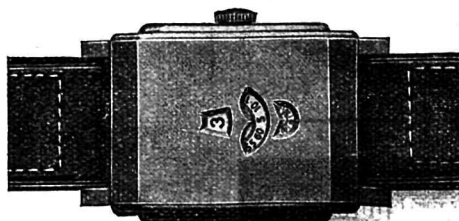
BOITES POUR MOUVEMENTS HEURES SAUTANTES

dans tous les calibres courants

Procédés brevetés pour le posage des glaces



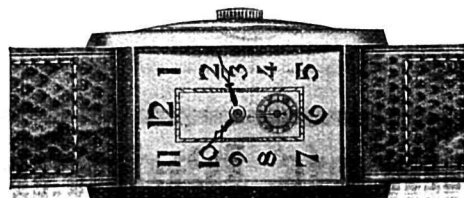
9059 8 3/4 / 12" F. H. F.



11123 10 1/2" A. S.



10019 9 3/4" A. S. et Michel



11100 10 1/2"



8045 6 3/4" 8 jours Michel



9027 8 3/4"

Catalogues complets, collections et galvanos à disposition de MM. les Fabricants d'Horlogerie.